

M. Steingrímur HERMANNSSON (Premier Ministre, Islande) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, puis-je commencer par remercier Monsieur le Président Mitterrand et les autorités françaises pour l'organisation de ce Sommet et pour la manière dont ils nous ont accueillis. Je voudrais également remercier le Président Gorbatchev pour l'initiative qu'il a prise.

La route de Helsinki à Paris a été longue et chaotique. Ce voyage a duré quinze années et a été, il faut bien le dire, rempli de déceptions et de revers. En fait, c'est un vrai miracle que les nations d'Europe n'aient pas renoncé à poursuivre leur route difficile. Et ce sont les idéaux élevés de l'Acte final d'Helsinki qui ont maintenu le train en marche. C'est cette vision d'une Europe nouvelle, d'une Europe débarrassée de la peur de la guerre, de la violence et de la torture, une Europe des libertés humaines, des droits de l'homme et de la dignité.

Cependant, peu de progrès avait été accomplis jusqu'aux deux ou trois dernières années. Le retrait des missiles de portée intermédiaire et des ogives nucléaires a marqué le tournant, mais la véritable percée s'est produite lorsqu'un vent de liberté a commencé à déferler sur l'Europe, lorsque les murs et les barrières ont été arrachés et que les voisins ont pu aller l'un vers l'autre et se serrer à nouveau la main.

Le très important chapitre de la sécurité en Europe, que nous célébrons et allons signer, est l'œuvre des peuples de ce continent. Les peuples de tous les pays sont, depuis longtemps, saturés de la guerre froide et de la course aux armes nucléaires. Ce qu'ils revendiquent, c'est de pouvoir vivre en paix et dans la dignité en tant qu'êtres humains, sans redouter la guerre.

Un premier pas a été fait pour réaliser cet objectif et il est effectivement de taille.

Le peuple de l'Islande appuie entièrement l'accord intervenu et il est fier de faire partie des signataires du Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe, de la Déclaration et autres documents que nous allons signer ici.

L'Islande n'a pas de forces militaires qui lui soient propres et n'a jamais participé à quelque action militaire offensive que ce soit. En signant ce Traité, nous confirmons notre conviction du fait que les problèmes qui pourront survenir en Europe doivent être résolus par des consultations entre nations, par la voie de la coopération et non pas par la confrontation.

Nous attachons beaucoup d'importance aux plans relatifs aux mesures de confiance et de sécurité élargies et nous pensons, entre autres, qu'un échange honnête et ouvert d'informations sur les forces et capacités militaires renforcera la confiance entre les nations et, de ce fait, réduira le danger de conflits militaires.

Dans le processus qui consiste à établir sécurité et coopération en Europe, le volet de la sécurité s'est vu attribuer une certaine priorité, ce qui est compréhensible car, sans sécurité, il ne saurait y avoir de coopération.

Sur le plan humain, la Réunion de Copenhague a apporté une contribution importante et nous avons confiance qu'à la Réunion de Moscou, l'an prochain, seront certainement posés de nouveaux jalons dans cette voie. Il ne faut pas relâcher notre effort avant que tous les pays d'Europe et d'Amérique du Nord ne soient convenus d'une déclaration sur les droits de l'homme garantissant à tous les peuples les droits inscrits dans la loi - liberté d'opinion, liberté de parole et liberté de circulation - sans peur de l'oppression et de la torture et cela, nous y arriverons.

L'Islande est en faveur de plans d'établissement de la CSCE en tant qu'institution permanente de la sécurité et de la coopération en Europe. Cela dit, il faut faire attention à ne pas faire double emploi avec les institutions existantes. Le personnel de la CSCE devrait être réduit au maximum et l'objectif premier de la CSCE devrait être de constituer une instance pour les chefs d'Etat et de gouvernement et pour les ministres, afin qu'ils puissent se réunir pour examiner la situation d'ensemble dans la perspective des accords intervenus, et de chercher des solutions aux problèmes avant qu'ils ne dégénèrent en conflits.

La proposition de créer un Centre pour la prévention des conflits est fort intéressante. Nous devons admettre qu'il y aura sans doute des conflits, par exemple concernant les échanges d'informations militaires ou les droits de l'homme. En fait, même aujourd'hui il y a des différends entre minorités et majorités, entre les nations où les peuples luttent pour recouvrer leur indépendance perdue du fait d'une division forcée et injuste de l'Europe après la Deuxième guerre mondiale. Le droit à l'autodétermination de tous les peuples doit être honoré.

Afin d'éviter le double emploi, une coopération étroite devrait être établie avec les institutions européennes existantes, comme par exemple le Conseil de l'Europe. Nous devrions envisager effectivement d'élargir son Assemblée parlementaire pour qu'elle englobe tous les trente-quatre pays. Par ailleurs, la coopération dans le domaine des droits de l'homme doit également être fortement préconisée.

Bien que beaucoup ait déjà été fait, nous n'avons pas le temps de relâcher notre effort. La partie la plus difficile et la plus escarpée de la route est peut-être derrière nous, mais beaucoup d'obstacles demeurent. Il y a beaucoup de problèmes urgents à résoudre avant qu'une sécurité et une coopération véritables ne soient créées sur des bases fermes en Europe.

Et maintenant, Monsieur le Président, tournons-nous vers l'avenir et vers les tâches importantes qui nous attendent.

Nous sommes tous d'accord pour reconnaître que les mesures de confiance et de sécurité doivent être renforcées plus avant. Il y a toutes les raisons de croire qu'un accord peut être atteint entre toutes les trente-quatre nations sur la poursuite du désarmement. Cela, il convient de le souligner comme il se doit. De préférence, le désarmement devrait se limiter à des armes défensives et les inspections devraient être libres et ouvertes à tous les Etats participants.

Nous avons bon espoir qu'un accord soit bientôt signé entre les Etats-Unis et l'Union soviétique concernant une réduction de cinquante pour cent des missiles de longue portée. Nous lançons également un appel pour qu'un accord effectif soit conclu interdisant à tout jamais et totalement les armes chimiques au niveau mondial.

De toute évidence, la limitation des armements doit également inclure les cieux. A cet égard, je voudrais souligner une fois encore que, très certainement, la limitation des armements ne sera pas achevée si elle ne couvre aussi les forces navales.

Mon pays, l'Islande, est une île entourée par l'Atlantique-Nord, comme le montre la carte que nous avons sous les yeux.

Nous appuyons fermement les limitations d'armes nucléaires et la limitation des armes conventionnelles sur terre, avec les mesures de confiance et de sécurité appropriées à la clé. Mais nous insistons pour que ceci se fasse également dans l'environnement qui est le nôtre. Peut-on parler de confiance et de sécurité en Europe si l'on continue de tolérer l'accumulation de sous-marins nucléaires et d'armes nucléaires à bord des navires ?

L'Europe, ce n'est pas simplement le continent, ce sont aussi les mers. La limitation des armements et les mesures de confiance devront également, aussitôt que possible, couvrir l'Atlantique-Nord et les autres mers de l'Europe. A cet égard, je voudrais appuyer le Président Gorbatchev dans l'appel qu'il nous a lancé hier.

Par ailleurs, il y a toute raison de croire que les sous-marins nucléaires gisant au fond des mers se détérioreront bien plus tôt qu'on ne le prétend car, tôt ou tard, ils vont répandre leur poison nucléaire dans les mers, et ce poison s'étendra sur des zones immenses, entraîné par les courants océaniques. Il y a du reste, à l'heure actuelle, plusieurs sous-marins nucléaires de ce genre qui gisent au fond de l'Atlantique-Nord.

Dans mon pays, nous dépendons entièrement des ressources des mers. La contamination nucléaire de l'Atlantique-Nord détruirait la base même de notre existence. Pourrions-nous être blâmés vraiment si nous insistions pour qu'il y ait un contrôle strict des mouvements des sous-marins nucléaires ?

Si nous voulons une sécurité et une coopération réussies en Europe, il faut que les conditions d'existence des divers pays soient comparables. La transition vers les économies de marché et la libre entreprise sur une base démocratique devrait être aidée et entourée de conseils et d'assistance.

A cet égard, la coopération en matière scientifique et technologique est de la plus haute importance. Renforcer les infrastructures telles que celles des communications et des systèmes de transport est chose absolument fondamentale. Les mécanismes de la gestion en économie de marché doivent être développés.

Puis-je suggérer, Monsieur le Président, qu'une discussion franche et ouverte sur le développement économique dans une économie de marché, entre les pays de l'Europe de l'Est et de l'Ouest, pourrait être utile à cet égard.

La dimension humaine doit être et sera certainement soulignée dans les travaux qui nous attendent, j'en suis sûr, mais dans ce domaine, il y a encore beaucoup à faire, comme je le disais tout à l'heure.

Avec les libertés nouvelles qui déferlent sur l'Europe, transformant un pays après l'autre en un Etat démocratique, j'ai confiance que beaucoup de progrès se feront dans le domaine des droits de l'homme.

N'oublions pas que le progrès économique est nécessaire au bien-être du peuple. Les droits de l'homme et les progrès économiques doivent aller de pair. Un chômage important et la pauvreté sont absolument intolérables dans une démocratie à visage humain.

Heureusement, les peuples d'Europe ont, en général, une bonne formation de base, mais il est certain que l'on peut faire beaucoup pour améliorer l'éducation. Je crois que cela est particulièrement vrai pour l'enseignement supérieur. Il est important d'encourager l'échange d'étudiants et la coopération dans le domaine de l'éducation et de la culture. Cela permettra de promouvoir une meilleure compréhension et une confiance accrue entre les nations.

Enfin, Monsieur le Président, puis-je citer les problèmes de l'environnement ?

Il y a, j'en ai peur, toutes les raisons de croire que la détérioration de l'environnement est devenue extrêmement grave et sans doute à peu près irréversible à l'heure actuelle.

Nous n'avons pas une minute à perdre. Les problèmes de l'environnement ne sauraient être repoussés au motif qu'il n'y a pas suffisamment de preuves scientifiques. Ces preuves risquent d'arriver trop tard. Il est sûr et certain qu'une grande quantité de CO₂ dans l'atmosphère est en train d'altérer l'équilibre écologique. La destruction de la couche d'ozone est un autre fait qu'on ne saurait ignorer. Le déversement de toutes sortes de produits chimiques nocifs et même de déchets nucléaires dans les mers se fait déjà sentir cruellement et peut avoir des conséquences imprévisibles s'il n'y est mis fin immédiatement.

Ce sont là quelques exemples seulement de la nécessité impérieuse d'agir pour sauver l'écologie de la planète. Toute la richesse que nous générons en termes monétaires sera de très peu d'utilité pour les générations futures si la Terre n'est plus habitable.

L'environnement et son équilibre écologique sont l'affaire de tous. Aucune nation n'échappera à sa propre destruction. Les trente-quatre pays qui forment la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe peuvent représenter une force puissante à cet égard. Si nous sommes unis, nous pourrions, par l'intermédiaire des Nations Unies, faire adopter un traité international global et une loi sur l'environnement. Tel doit être notre objectif.

Monsieur le Président, c'est une grande joie de participer à cette réunion historique, de participer aux changements qui déferlent sur l'Europe, ramenant dans leur sillage les droits de l'homme et les libertés. Nous savons bien que la transition qui se produit en Europe est loin d'être complète, mais, il faut bien le dire, beaucoup a été accompli en un temps relativement court.

N'oublions pas qu'il y a des pays en Europe qui luttent encore pour revendiquer la place qui leur revient en tant que nations libres dans une Europe libre. En fait, nous avons cru comprendre que des représentants des pays baltes seraient présents ici, à cette Réunion, en tant qu'hôtes de marque. Nous constatons à regret que tel n'est pas le cas. Nous espérons, cela dit, que par des négociations amicales et constructives avec leur voisin puissant, les trois pays baltes sauront recouvrer bientôt leur indépendance totale et retrouveront leur place parmi nous.

Le voyage aller Helsinki-Paris a pris quinze ans. Nous prévoyons moins de deux ans pour le voyage de retour. Et quand même, à Helsinki, nous nous attendons à confirmer d'autres accords en matière de sécurité et de coopération en Europe. Nous voulons que ces accords soient encore plus larges, plus globaux, que ceux que nous célébrons en ce jour, à Paris.

Enfin, Monsieur le Président, parmi nous, les trente-quatre, il y a deux nations situées en-dehors de l'Europe - le Canada et les Etats-Unis. Puis-je suggérer que nous étendions la sécurité et la coopération en Europe à l'ensemble de l'hémisphère Nord, sur terre et sur mer ? Alors nous serons en route vers un ordre planétaire ô combien nécessaire, et plus tôt il sera instauré, mieux cela vaudra. Merci, Monsieur le Président.

